Canada : les inscriptions d’étudiants étrangers dans des établissements d’enseignement sont utilisées massivement pour demander l’asile. En un an, ces demandes ont presque triplé

11/05/2024 à 11h05



Sur papier, ils sont parfois des centaines, voire des milliers d’étudiants étrangers par établissement d’enseignement. Mais de plus en plus, un nombre important d’entre eux ne mettent jamais les pieds dans l’école qui leur a ouvert les portes du Canada. Une façon pour certains de mettre le pied au pays dans le seul objectif de demander l’asile, a constaté Radio-Canada. À l’Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), plus de 300 personnes inscrites dans l’établissement ont demandé l’asile l’an passé. Une hausse de 342 % en seulement quelques mois.

En l’espace d’un an seulement, le nombre de demandeurs d’asile arrivant au Canada grâce à un permis d’études a presque triplé.

Selon des données fédérales obtenues par Radio-Canada, plus de

11 300 demandes d’asile en 2023 concernaient des personnes venues initialement au Canada pour étudier. Soit 8 % du nombre total des demandes d’asile faites l’an passé, une année record.

Depuis des années, le Canada n’a pas surveillé le nombre de demandes pour étudier au Canada et, par appât du gain, des écoles ont été motivées de faire venir de plus en plus d’étrangers. Ottawa a perdu le contrôle, juge l’avocat en immigration Richard Kurland, qui étudie depuis plusieurs années le commerce autour de ces permis d’études.

En l’espace de cinq ans, le nombre de demandeurs d’asile entrant au Canada avec un permis d’études a été multiplié par sept. Dans le même temps, le nombre de permis d’études approuvés a lui aussi nettement grimpé, mais à un degré bien moindre. […]

« ***Chaque étudiant paye des milliers de dollars à l’école pour venir étudier au Canada. Pour les écoles, ce sont des sommes très importantes. À cause de ça, il y a tout un commerce hors du Canada et ça se passe à l’extérieur de nos lois*** », croit l’avocat en immigration Richard Kurland. Chaque étudiant paye des milliers de dollars à l’école pour venir étudier au Canada. Pour les écoles, ce sont des sommes très importantes. À cause de ça, il y a tout un commerce hors du Canada et ça se passe à l’extérieur de nos lois, avance l’avocat de Vancouver, qui réclame davantage de vérifications de la part des autorités gouvernementales. […]

Radio-Canada